

# L'OBJECTEUR DE CROISSANCE

Vol. 1, N° 2, octobre 2009

## Éditorial

### Décroissance et Villes en transition

Par Serge Mongeau\*

**D**ans plusieurs villes occidentales, des citoyennes et citoyens ont commencé à se regrouper pour donner à leur lieu de résidence la plus grande résilience possible, c'est-à-dire la capacité de s'organiser pour répondre à leurs besoins dans les périodes difficiles que nous promet l'avenir. S'inspirant d'un modèle d'abord développé en Irlande par des spécialistes de la permaculture, le mouvement a pris de l'ampleur dans tout le Royaume-Uni pour bientôt apparaître ailleurs en Occident. Aujourd'hui, plus de 220 municipalités sont reconnues Villes en transition officielles; ce qui signifie que s'y trouve une organisation citoyenne qui œuvre à rendre la ville de moins en moins dépendante du pétrole et donc de plus en plus autonome. Dans des centaines d'autres villes, dont quelques-unes au Québec, des gens commencent aussi à s'inspirer de ce modèle.

suite page 3



Dans ce numéro :

Au-delà du pétrole  
Au-delà de la crise  
Au-delà de Kyoto

La décroissance!

## Sommaire

Pour le retour de l'écologie politique p. 4

« Occuper le territoire » ou « habiter le territoire »? p. 6

Sous la récession, la décroissance p. 8

Retrouver confiance dans le système financier international? p. 9

Faire de la désobéissance civile un élément clé de la stratégie du Mouvement p. 12

L'envers de la bourse du carbone p. 16

## Guerre et décroissance

Comme le soulignait un article du quotidien Le Monde du 8 juin dernier, malgré la crise les dépenses militaires mondiales n'ont jamais été aussi importantes. Le rapport annuel de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm constate qu'en 2008 ces dépenses ont connu une croissance de 4 % par rapport à 2007 pour atteindre le niveau record de 1 464 milliards de dollars à travers le monde.

C'est avec ces données en tête que le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC) organisait le 19 octobre dernier une soirée thématique baptisée : Guerre et décrois-

sance. Puisque évidemment, une société qui s'engagerait dans la voie de la décroissance ne pourrait faire l'économie d'une réflexion sur la guerre et ses répercussions. Une répercussion à la fois sur le plan économique – les ressources allouées au secteur militaire pouvant être réparties à des fins plus constructives –, mais aussi sur le plan social – une société décroissante devant immanquablement travailler à la pacification du monde.

Cette rencontre coïncidait avec la venue à Montréal de l'ex-président états-unien George W. Bush. Des actions de perturbation ont d'ailleurs été organisées pour lui souhaiter la bienvenue, initiatives auxquelles le MQDC a apporté son soutien.



Nouvelle parution chez  
Écosociété du politologue  
Paul Ariès

## Ekopedia

Pour partager des solutions écologiques, visitez le [fr.ekopedia.org](http://fr.ekopedia.org).

### L'OBJECTEUR DE CROISSANCE Vol. 1 N° 2, octobre 2009

Auteurs :  
Serge Mongeau, Nicolas Ottenheimer,  
Marcel Sévigny, Léo Brochier, David Murray

Correction :  
Aline Cayzac

Mise en page :  
David Murray

Collaborateurs :  
Sophie Rémy, Samuel Jacques

Impression :  
Katasoho ([www.katasoho.com](http://www.katasoho.com))

Tirage :  
500 exemplaires

## Appuyons le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)!

Actif depuis 1982, le RQGE rassemble plus de 80 groupes écologistes québécois. Depuis ses débuts, il accompagne les nouvelles générations révolutionnaires et utopistes qui rêvent de construire un autre monde.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de solidarité et de diversité pour construire la société écologique qui nous motive. Nous aurons besoin de partager davantage nos idées et nos moyens d'action. Les valeurs du RQGE, comme l'indépendance, l'intégrité, la démocratie, l'audace, la solidarité ou le respect de la biodiversité ne peuvent être qu'appuyées par les objecteurs de croissance.

Pour réussir, nous aurons besoin de nous unir dans le respect de la différence. Le RQGE est un outil de réseautage essentiel qui facilite le rayonnement et la communication des groupes de base. Il est le pilier québécois de l'écologie politique. Merci, et longue vie!

<http://www.rqge.qc.ca/>

suite de la page 1

Dès que les premiers échos du mouvement des Villes en transition nous sont parvenus au Québec, le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC) s'y est intéressé. Et c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas hésité à nous impliquer dans l'organisation de la journée d'information du 7 novembre.

### Pourquoi notre intérêt?

Nos diverses activités de sensibilisation à la nécessité de mettre un terme à la croissance

économique nous mettent en contact avec beaucoup de personnes qui, comme nous, réalisent fort bien qu'il est urgent d'agir et que plus nous attendons, plus grands sont les risques de catastrophes qui sans doute toucheront surtout les moins nantis de la planète. Mais pour tous la grande question est la même : que faire? Certes, tous reconnaissent qu'il faut

mettre la pression sur les gouvernements pour changer radicalement leurs priorités; mais il est fort évident qu'il reste encore un long chemin à parcourir avant d'arriver à les convaincre. Alors quoi d'autre? C'est ici qu'apparaît l'intérêt des Villes en transition. Il suffit qu'un groupe de citoyens se concertent et décident de commencer à agir ici et maintenant; ils regardent autour d'eux, identifient ce qui pourrait être fait concrètement dans leur milieu, sensibilisent leurs concitoyens à l'urgence d'agir et se lancent bientôt dans diverses actions à leur portée. Développer l'agriculture urbaine, trouver des moyens de favoriser les transports

actifs, mieux isoler les logements, etc. Et après quelque temps, établir un Plan de descente énergétique qui devrait conduire à une dépendance minimale par rapport au pétrole.

Évidemment, nous du MQDC sommes bien conscients que le mouvement des Villes en transition n'apporte pas à lui seul la solution à tous les problèmes causés par la croissance économique actuelle. Même si, et nous l'espérons, toutes les villes adoptaient ce modèle, il y aurait encore à faire; mais sans doute alors l'existence d'un tel mouvement favoriserait-il les questionnements nécessaires

et les changements souhaitables. Car il faudra bien un jour, et le plus vite possible, revoir nos pratiques concernant l'exploitation des ressources naturelles, l'agriculture industrielle, le commerce international, les inégalités sociales, etc. Sans doute les gens qui vivent depuis quelques années dans la convivialité favorisée par une Ville en transition arriveront-ils plus facilement à des solutions acceptables

pour relever les nombreux défis que pose la décroissance.

Tout en souhaitant la multiplication des Villes en transition, nous continuons à percevoir l'importance de l'action du MQDC avec sa volonté de développer une vision sociopolitique de la décroissance.

\* L'auteur est membre du comité de coordination du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale et a entre autres dirigé l'ouvrage *Objecteur de croissance* chez Écosociété.



Totnes, en Angleterre, première ville à avoir entrepris une démarche de Transition

Pour en savoir davantage sur les Villes en Transition

visitez le <http://www.villesentransition.net/>

# Pour le retour de l'écologie politique

Par Nicolas Ottenheimer\*

La diminution de 80 % des gaz à effet de serre d'ici 2050 est un objectif colossal qui réclame des propositions politiques adaptées à la diversité des territoires. La conscientisation avançant, comment l'écologie politique peut-elle prévenir les bouleversements à venir tout en se propulsant vers un futur désirable?

## Qu'est-ce que l'écologie politique?

C'est en 1866 qu'Ernst Haeckel crée le terme écologie. Dérivé du grec « oïkos », la maison, et de « logos », la logique scientifique, l'écologie peut être définie comme la science du vivre ensemble.

Héritée des penseurs radicaux comme Élisée Reclus (1) ou Murray Bookchin (2), l'écologie politique s'est affirmée dans les années 1970 avec le Français André Gorz (3) et le Québécois Michel Jurdant (4). Précurseurs des philosophies de la décroissance, ils furent parmi les premiers à intégrer le réalisme écologique (5)



Murray Bookchin

pour proposer des politiques qui appellent la participation des citoyens à la vie politique de leur localité. Protectrice de la diversité des territoires, l'écologie politique encourage les diversités naturelle et culturelle.

## Pourquoi souhaiter le retour de l'écologie politique?

D'abord parce que l'écologie est incontournable.

Ensuite parce que les priorités accordées aux investissements collectifs gagneraient à être débattues localement et collectivement.

Qu'il s'agisse

d'énergie, de transports ou d'aménagement du territoire, il reviendra toujours aux politiques de prendre des décisions, que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale.

Deuxièmement parce que la destruction des écosystèmes s'aggrave malgré les réformes du développement durable. Contestataire à ses débuts, il n'est plus à la hauteur des enjeux puisqu'il cautionne le capitalisme vert (6), fondamentalement incompatible avec les impératifs écologiques. Aujourd'hui plus que jamais, le réalisme écologique demande un projet de société collectif et politisé en rupture avec la mondialisation économique.

## Mieux vaut choisir que subir

Troisièmement, comme la décroissance économique arrivera tôt ou tard (7), mieux vaut la choisir en l'organisant collectivement que la subir. La subir signifierait placer le sort d'une humanité infantilisée entre les mains d'experts internationaux chargés de répartir les quelques ressources restantes. Vincent Cheynet explique que « plus nous attendrons pour nous engager dans la décroissance soutenable, plus le choc [...] sera rude, et plus le risque d'engendrer un

**« Aujourd'hui plus que jamais, le réalisme écologique demande un projet de société collectif et politisé en rupture avec la mondialisation économique. »**



### André Gorz, célèbre philosophe et précurseur de la décroissance

régime éco-totalitaire (8) ou de s'enfoncer dans la barbarie sera élevé [...] Si nous ne rentrons pas dans une décroissance économique choisie, dont la condition est une croissance des valeurs humanistes, nous courrons les risques d'avoir une décroissance imposée demain, jointe à une terrible régression sociale et de nos libertés » (9).

### Construire les territoires avec ses habitants

Quatrièmement, parce que l'idéal universel du développement durable néglige les différences territoriales et culturelles (10), un projet de société ne se doit-il pas d'être adapté à cette géodiversité (11)?

En tant qu'espace de vie, le territoire constitue la fondation de l'écologie politique. Délimité, il facilite la participation de ses habitants à la vie sociale. L'ancrage local n'est-il pas un des impératifs de l'écologisme? Si un localisme profond est vecteur d'un repli communautaire peu inspirant, il contribue à la construction d'une histoire communautaire et renforce les liens sociaux. Comme l'explique Gorz, « les problèmes politiques sont les problèmes de tout le monde. Les problèmes de tout le monde sont des problèmes politiques ». Enfin, la participation politique favorise la conscientisation et la responsabilisation face aux problématiques territoriales.

**Comme l'explique Gorz, « les problèmes politiques sont les problèmes de tout le monde. Les problèmes de tout le monde sont des problèmes politiques ».**

Cinquièmement, parce que, historiquement, l'écologie politique vise l'émancipation et la polyvalence des individus. La rotation des tâches proposée par la vie communautaire encourage la découverte de soi. C'est-à-dire faire vivre l'amant, l'artiste, le décideur, le poète, l'agriculteur, le maçon ou le penseur qui sommeille en chacun de nous.

### La diversité contre le totalitarisme

Sixièmement, parce que l'impératif de croissance économique véhiculé par le développement durable asphyxie les propositions alternatives de l'écologie politique. Qu'elles soient écologistes ou environnementalistes, sociales ou libérales, centralisées ou décentralisées, locales ou globales, les imprécisions du développement durable étouffent la diversité des politiques écologiques. Lucie Sauvé pose la question : « Qu'est-il advenu de l'écosocialisme d'André Dumont, de l'écologie sociale de Murray Bookchin ou de l'écoféminisme de Vandana Shiva qui élargissent le rapport à l'environnement bien au-delà de l'exploitation de « ressources » ou de « marchandises » ? » (12).

Finalement, à quoi bon défendre l'humanité si celle-ci doit vivre dans un monde totalitaire, contrôlé et normalisé par des experts internationaux? Avec les mots d'Ivan Illich, Gorz s'interroge : « Vaut-il la peine de survivre dans un monde transformé en hôpital planétaire, en école planétaire, en prison planétaire et où la tâche principale des ingénieurs de l'âme sera de fabriquer des hommes adaptés à cette condition? » (13).

Force est de constater que l'écologie politique fait peur. Car, effectivement, sa critique radicale du fonctionnement capitaliste appelle un changement profond aussi bien dans les idéaux que dans les comportements.

suite page 6

suite de la page 5

Pour vivre ensemble dans la diversité des territoires, et pour que le réalisme écologique ne devienne pas la caution des régimes totalitaires, il est grand temps de repolitiser l'écologie!

\* L'auteur suit une maîtrise en géographie politique et environnementale et collabore à GaïaPresse.

(1) Elisée Reclus, (1990) [1905]. L'homme et la Terre : histoire contemporaine. Fayard.

(2) Murray Bookchin, (1993) [1921], Une société à refaire, Écosociété.

(3) André Gorz, (1975), Écologie et politique, Galilée.

(4) Michel Jurdant, (1984), Le défi écologiste, Boréal Express. Il est le fondateur des Amis de la Terre de Québec.

(5) Le réalisme écologique est issu des travaux de Georgescu-Roegen sur les lois de l'entropie et de la thermodynamique. Il exprime le fait que les ressources naturelles sont limitées et que l'homme doit faire avec cet état de fait. Lire : GEORGESCU-ROEGEN, N. (1979). La décroissance : entropie - écologie - économie. Le sang de la Terre.

(6) Le capitalisme vert donne l'image d'une préoccupation des enjeux écologiques. Même vert, il perpétue un système économique et social basé sur le rendement, la productivité et la compétition. D'un point de vue écologiste, le capitalisme vert est un non-sens puisqu'il reste basé sur l'accumulation matérielle et financière. Par la mondialisation, le capitalisme vert maintient la division du travail et de la spécialisation des

territoires, ce qui l'éloigne des préceptes de l'écologisme.

(7) C'est la position des objecteurs de croissance qui s'appuient sur le réalisme écologique développé par Georgescu-Roegen.

(8) Un système éco-totalitaire fait référence à une dictature menée par des experts bureaucratiques qui, au nom de la survie de l'humanité, seraient en charge de répartir les ressources restantes et de dicter les « bons comportements » à adopter. Un système éco-totalitaire serait doté d'un puissant appareil policier chargé de faire appliquer les lois environnementales.

(9) Vincent Cheynet, (2003), « décroissance et démocratie », dans M. Bernard, V. Cheynet et B. Clémentin, Objectif décroissance : vers une société viable, Écosociété.

(10) Gilbert Rist montre que le développement, qu'il soit qualifié de durable ou non, est un idéal universel véhiculé par l'Occident. Lire : Gilbert Rist, (2007), Le développement : histoire d'une croyance occidentale, Presses Sciences Po.

(11) La géodiversité renvoie à la diversité naturelle et culturelle d'un milieu donné. Le géographe Christophe Grenier à l'origine du concept de géodiversité la définit comme « la biodiversité et la diversité mésologique (relative aux milieux) contenues, en un temps donné, dans des espaces multiscalaires, et rapportées à l'échelle planétaire ».

(12) Lucie Sauvé, (2007), « La dérive et l'impasse du développement durable », dans S. Mongeau, Objecteurs de croissance. Pour sortir de l'impasse : la décroissance. Écosociété.

(13) André Gorz, (1975). Écologie et politique. Galilée, p. 10.

## « Occuper le territoire » ou « habiter le territoire » ? Est-ce seulement une façon de parler ou bien une façon de vivre? Développement durable ou décroissance conviviale?

Par Alain Gaba\*

L'occupant est quelqu'un qui vient de l'extérieur pour développer durablement, dit-il, la consommation ou l'exploitation ou encore la propagation de la pensée unique. Nous allons y revenir.

L'habitant, c'est celui qui vit dans le territoire, y exprime tous ses besoins a les moyens d'être un acteur de son développement.

Un exemple très significatif : l'implantation des éoliennes dans l'est du Bas-

Saint-Laurent et la Gaspésie. Pourrait-on dire que les grandes compagnies et leurs éoliennes sont des habitants? Impossible! Ces compagnies viennent de l'Ontario et des États-Unis, où elles vont rapatrier leurs profits; elles exploitent une ressource naturelle de notre territoire en dédommageant symboliquement les propriétaires et les communautés : pensez donc! 1500 à 3000 \$ pour l'emplacement d'une éolienne qui va leur rapporter entre 250 et 350 000 \$ par an. On peut redouter un processus semblable en Gaspésie pour l'exploitation minière de métaux, de gaz et même de pétrole. Pendant ce temps-là,

un village, Saint-Noël, une MRC, la Matapédia, bâtissent des projets éoliens communautaires qui engagent l'énergie des habitants.

Aujourd'hui, la pensée unique forte, c'est le développement durable au service de la croissance. Comment signifier que le développement concerne directement les habitants et non les pouvoirs politique et économique, alors que le développement durable est sur toutes les lèvres et s'affiche dans tous les médias? L'organisation hiérarchisée de l'État considère que le gouvernement et les ministères relayés par l'administration savent ce que les habitants ont comme besoins et comme désirs, qu'ils savent ce qui est bon pour la qualité de vie des citoyens! Dans le meilleur des cas, on parle de programmes voire de décentralisation ce qui, de fait, augmente encore les pouvoirs de ceux qui distribuent les moyens financiers.

Il ne sert à rien de dire que les vieilles personnes ont de grandes richesses si elles ne peuvent s'exprimer et les transmettre... il ne sert à rien de dire que la santé ça coûte cher si l'organisation des soins ne tient pas compte des réalités régionales (de distances, d'âges...), il ne sert à rien de dire que l'éducation est un secteur prioritaire si la fermeture des écoles éloigne les enfants de leur histoire...

S'il vous plaît, laissez ouvertes les écoles de pays!

N'usez pas de vos forces pour écraser les p'tits!

Petites écoles Petites municipalités

Petits commerces Petits projets

Petites gens

Nous avons bien compris qui doit s'enrichir

Grandes propriétés

Grandes cultures et grandes productions

Grandes machines modernes

Grands marchés d'exportation

Grandes universités

Grandes surfaces de commerce

Le combat est lancé, le débat doit s'ouvrir

À ma gauche, la décroissance,

Le développement durable est à droite,

Et pas question de fuir

Les enfants d'aujourd'hui ne savent pas  
Qu'à ti pas ti pas, c'est mieux pour arriver!

C'est ainsi que l'on parle dans de nombreux pays,  
Là où les paysans ont vraiment tout compris.

« À ti pas, ti pas, nous va arrivé »

C'est le chant des créoles hier colonisés

J'ai chanté avec eux mon amour solidaire

J'aime les paysans, travailleurs de la terre.

Mais l'argent a détruit les colonies lointaines

Faisant et défaisant les fortunes par dizaines.

Le développement durable, c'est ce que disent  
aujourd'hui

Les gros capitalistes jusque dans notre pays.

Les Monsanto, Wal-Mart et autres compagnies

Ont dévitalisé nos villages, nos forêts, nos prairies.

L'agriculteur n'est plus aujourd'hui qu'entrepreneur  
endetté

Qui souffre des initiatives prises hier pour l'exploiter :

Avoir toujours plus, est-ce une condition pour vivre  
bien?

Plus, toujours plus et peu importe si j'écrase mon  
voisin!

L'école m'a appris que pour réussir ma vie, il faut être  
le premier

École complice de la compétition, complice d'une  
concurrence acharnée! Décrocheurs? Chômeurs?

Même combat! La misère pour demain!

« Habiter le territoire », c'est devenir progressivement responsable de son milieu de vie quels que soient son âge, ses motivations, son métier, son secteur d'activité... Le territoire rural doit évoluer grâce aux énergies, aux ressources et aux compétences qu'il renferme.

Des forums naissent ici et là, des initiatives de l'économie sociale et coopérative se développent, des artistes locaux s'expriment pour contribuer à une bonne qualité de vie des communautés. Le pouvoir politique comprendra-t-il que son devoir est de soutenir les « habitants » et non de faciliter l'enrichissement des « occupants »? Quel bel enjeu pour la Décroissance conviviale du Québec!

# Sous la récession, la décroissance

Par Léo Brochier\*

Il est difficile d'ignorer l'ampleur de la débâcle financière qui secoue actuellement les marchés financiers. Celle-ci fait l'objet d'une couverture constante sur la plupart des tribunes médiatiques et semble être soudainement la source de l'agitation des classes dirigeantes mondiales et locales qui, dans l'urgence de l'action publique, promettent d'injecter, sans aucune condition préalable, plusieurs dizaines voire des centaines de milliards de dollars. L'objectif est de maintenir artificiellement en vie un système dont la finalité fondée sur la fétichisation du profit et sur l'accumulation des richesses nous a démontré sa brutalité sociale et son incapacité à intégrer la dimension écologique.

## Du catastrophisme économique à l'impasse du capitalisme

Après l'enthousiasme béat des dernières années sur la vigueur de l'économie mondiale, les temps prochains, au dire des élites politiques, seront économiquement et socialement pénibles. Les catastrophes économiques à venir minent du même coup les revendications légitimes des groupes populaires et sociaux. Le monopole des Cassandra, annonciateur des lendemains désenchantés, n'appartient donc plus aux seuls écologistes.

En effet, en vue de maintenir les activités existantes par le transfert d'argent public sans aucune forme de procès, les pouvoirs politiques et financiers et les économistes prennent bien soin d'agiter le spectre des effets désastreux de la crise. Selon eux, l'ampleur inégalée de la crise risque de plonger nos sociétés en mal de croissance dans le cauchemar d'un cycle de récession économique : inflation, chômage massif, désinvestissement dans les programmes sociaux, paupérisation grandissante voire chaos social. En refusant d'abandonner les richesses publiques à l'appétit insatiable du capital, la lutte contre la crise serait donc vaine et lourde de conséquences.

Ce discours paradoxal, à la fois catastrophiste et rassurant, autour de l'économie consiste à assurer la pérennité de l'ordre actuel par l'illusion d'une refondation possible du capitalisme à l'aide de simples mesures cosmétiques. Il sert également de justification à la banalisation du licenciement comme forme de régulation sociale et permet d'étouffer toute forme de contestation. Pour cela, les images de la Grande Dépression de 1929 et le rappel des périodes historiques troubles qui l'ont suivie jouent leur travail à merveille.

Or, force est de constater que le capitalisme nous a menés droit dans une impasse; et pas uniquement pour ses détracteurs qui ont méthodiquement observé ses ravages sur les individus, les sociétés et sur l'écologie planétaire. Les promesses du projet capitaliste sont de moins en moins à l'ordre du jour et celui-





propre survie en tant qu'humanité, tout d'abord en nous aliénant à ses catégories économiques et ensuite en se butant aux limites finies de la biosphère dégradant ainsi nos conditions naturelles de vie. Or, face aux effets nuisibles de la croissance, tous les gouvernements réclament davantage de croissance pour sortir le plus rapidement de cette crise. L'antidote aux problèmes liés à la recherche de croissance serait donc plus de croissance! Pour certains, il est même question de la « libérer » (1) car celle-ci serait, selon eux, l'otage de certains choix collectifs.

Nous ne pouvons, avant de réagir, ni attendre une amplification de la crise économique

**« la croissance du couple  
production/consommation met en péril  
notre propre survie en tant qu'humanité »**

ni espérer quoi que ce soit des différents plans de relance étatiques dont l'objectif est de renforcer la croissance économique et par conséquent l'emprise économique sur nos vies et sur la planète. Ce moment doit être vu comme une opportunité de nous libérer de cette dépendance qui, chaque jour, gruge davantage des parts de notre bien commun. Pour cela, il s'agit donc de prendre acte de notre impasse actuelle et d'esquisser un nouveau modèle de société; un modèle qui ne mise pas sur une hypothétique technologie ou un développement durable qui sont deux façons de repousser à plus tard l'inévitable changement de cap... à moins que le pire ne se produise avant. Un modèle dans lequel notre sécurité ne dépendrait pas de notre statut social ou de notre puissance économique et dans lequel notre bonheur collectif ne saurait être assujéti à la seule augmentation du produit intérieur brut.

Une réflexion collective doit s'imposer et s'engager dans un projet de « décroissance » qui

### **Endetté, toujours plus...**

L'effet domino est lancé : des banques endettées ne contrôlent plus l'endettement endémique des individus. Ces derniers, pourtant insolubles, ont été constamment incités à emprunter, bernés par l'illusion qu'une grande partie du profit est créée à partir des dettes. Pour se sauver du tsunami financier, les banques ont réclamé le soutien des États, eux-mêmes endettés. Elles avaient obtenu la déréglementation et le libéralisme économique, elles obtiennent maintenant une nationalisation de leurs pertes.

Prenons l'exemple des États-Unis, sur qui tous les modèles financiers mondiaux se sont alignés : selon un rapport de la CIA, la dette extérieure du pays a atteint 12,25 billions de dollars. Soit un peu plus de 12 000 milliards de dollars (2) ... Ce qui, soit dit en passant, correspond à 10 000 fois la dette qui étouffe un pays comme le Togo, situé en Afrique de l'Ouest.

Étonnamment, quelques semaines avant la débâcle des banques, les mouvements sociaux peinaient à obtenir quelques poignées de millions pour la santé, l'éducation, les transports en commun ou l'agriculture biologique. Et soudain, le Congrès américain parvient à débloquer 700 milliards de dollars pour espérer ralentir l'effet

domino. Puis, les grandes banques de l'Angleterre obtiennent 600 milliards, la France parvient à y injecter 350 milliards et le Canada verse 75 milliards; même les banques costaricaines puisent 170 millions de dollars dans les poches de leur État. Peu importe comment, l'objectif est de trouver de l'argent pour redonner confiance aux actionnaires et stabiliser le système financier. Revenir au « bon » fonctionnement économique.

Les médias relaient que seul l'accès au crédit importe. Ils se gardent d'expliquer que les États devront emprunter aux banques l'argent nécessaire pour sortir de leur spirale d'endettement et créer des chantiers d'emploi pour stopper le chômage!

### **La sacrée croissance économique**

La richesse réelle, celle qui repose sur des biens matériels manufacturés, est construite sur la croissance économique. Celle-ci, outre le travail humain, repose sur l'exploitation des écosystèmes et des ressources naturelles (cuivre, or, zinc, hydrocarbures, pêcheries, forêts, etc.). Pourtant, les écosystèmes sont, comme nous le rappelle l'empreinte écologique, déjà endettés! En effet, l'empreinte écologique mondiale est croissante et correspond actuellement aux ressources de 1,5 planète

## **l'empreinte écologique mondiale est croissante et correspond actuellement aux ressources de 1,5 planète Terre »**

marque l'abandon de l'objectif insensé de croissance pour la croissance. Il est temps de troquer notre pouvoir d'achat, ce carburant essentiel à la consommation privée et au renouvellement accéléré des marchandises, contre notre « pouvoir de vivre » (2). La tâche est immense afin de rendre le projet de décroissance séduisant comme l'a su le faire l'imaginaire capitaliste depuis plus de deux siècles en disposant d'outils efficaces comme la publicité par exemple mais la période de turbulence que nous traversons est un moment opportun pour se questionner sur le sens que nous voulons donner à nos sociétés.

Je finirais avec les propos d'André Gorz qui nous éclaire sur le choix qui nous est offert : « La

décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, l'effondrement ne pourrait être évité qu'à force de restrictions, rationnements, allocations autoritaires de ressources caractéristiques d'une économie de guerre. La sortie du capitalisme aura donc lieu d'une façon ou d'une autre, civilisée ou barbare. » (3). En refusant un changement profond, nous nous engagerons incontestablement vers une crise durable.

\* Léo Brochier est membre du Comité de coordination du MQDC.

(1) <http://www.liberationdelacroissance.fr/index.php?accueil>

(2) Paul Ariès. « Pouvoir d'achat contre pouvoir de vivre ». La décroissance, n°48, avril 2008.

(3) <http://www.decroissance.org/>

Terre. Additionné aux endettements individuels, bancaires et étatiques, l'endettement naturel permet de douter d'un réel retour à la normale.

Lorsque l'on écoute parler les économistes, même critiques, leur vision du long terme ne dépasse guère les 18 mois. Et dans 30 ans, 50 ans, 100 ans? Comment peut-on vraiment construire un monde durable avec des bases si fragiles qui s'appuient sur un endettement généralisé, y compris des écosystèmes?

### **La décroissance : un mot-obus**

La décroissance est devenue un passage obligé. Mettons-nous d'accord, la décroissance telle qu'elle a été structurée par certains penseurs n'est pas synonyme de récession. Si elle souhaite une récession temporaire pour envisager une « durabilité réelle », la décroissance cherche avant tout à bouleverser les idéaux de « progrès » et de « développement » trop rarement critiqués. Elle est un mot-obus (3) destiné à provoquer une prise de conscience collective. Elle est aussi un projet de société qui a plus de chance de permettre à l'humanité de se propulser dans l'avenir que les équations économistes traditionnelles basées sur des préceptes périmés.

### **Créer une nouvelle voie**

Comment s'engager dans une telle voie? Quels concepts et principes permettent d'en entrevoir certaines pistes? Si certaines alternatives existent déjà, de nombreuses autres restent à construire. A priori, un changement doit s'opérer au niveau des esprits. Il faut « décoloniser » notre imaginaire pour reprendre l'expression de Serge Latouche (4). Inviter des sociologues, des créateurs, des géographes, des scientifiques à réfléchir avec les économistes. Interpeller toutes les sphères de la société. Se sentir concernés. On est ici bien loin du slogan des Libéraux « l'économie d'abord »...

\* L'auteur suit une maîtrise en géographie politique et environnementale et collabore à GaiaPresse.

(1) Wallerstein I, « Le capitalisme touche à sa fin », propos recueillis par A. Reverchon, Lemonde.fr, ([http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2008/10/11/le-capitalisme-touche-a-sa-fin\\_1105714\\_1101386.html](http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2008/10/11/le-capitalisme-touche-a-sa-fin_1105714_1101386.html)).

(2) Central Intelligence Agency. (2008). "The 2008 World Factbook". Indxmundi.com, ([http://indxmundi.com/fr/etats-unis/dette\\_exterieure.html](http://indxmundi.com/fr/etats-unis/dette_exterieure.html)) et (<http://www.indxmundi.com/map/?v=94&l=fr>).

(3) Paul Ariès, (2005) [www.decroissance.org/textes/Un\\_mot-obus.pdf](http://www.decroissance.org/textes/Un_mot-obus.pdf)

(4) Serge Latouche, Survivre au développement, Mille et une nuits.

# Faire de la désobéissance civile un élément clé de la stratégie du Mouvement

Par Marcel Sévigny\*

Lors d'une fin de semaine de réflexion à l'été 2008 en Estrie, l'idée d'organiser une action de désobéissance civile comme moyen de faire connaître le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC) avait été présentée et bien accueillie. Après une assez longue discussion, l'assemblée générale des membres l'a par la suite entérinée. Dès lors un comité d'organisation de neuf personnes avait été mis sur pied. La date symbolique du 22 avril 2009 (journée de la Terre) fut retenue pour faire l'action. Les thèmes du transport et de la publicité ont été jumelés comme enjeux à soulever lors de l'action directe.

Cinq des neuf personnes qui s'étaient jointes au comité ont participé régulièrement à la planification et à la préparation de l'action directe prévue. L'action a regroupé entre 20 et 25 personnes et la plupart, de manière spontanée, ont participé à la pose des banderoles sur les publicités dans le couloir de la station de métro Sherbrooke. Joyeusement animée par quelques musiciens, un clown et une chanson inventée pour l'occasion, l'action a permis de distribuer tous nos 600 tracts aux différentes vagues d'usagers et d'usagères qui sortaient ou entraient dans la station de métro Sherbrooke. L'arrivée de la police, pas du tout agressive, a mis fin à l'action qui a duré environ 30 minutes.

Seul bémol d'importance, les journalistes étaient absents. Afin d'éviter que la police ne nous attende sur les lieux après l'annonce d'une action par communiqué de presse, nous avons envoyé des invitations ciblées à une liste de journalistes connus pour leur sympathie à ce genre d'action. De fait, nous avons pu déjouer la police mais notre présence resta largement méconnue du public, sauf pour les quelques centaines de personnes qui ont dû nous côtoyer en passant.

Quelques leçons peuvent être tirées de cette première expérience. La manifestation fut

joyeuse et dans l'ensemble les participants sont ressortis contents de s'être retrouvés ensemble, d'avoir partagé une complicité, d'avoir pris contact et parlé à du monde et d'avoir utilisé l'espace public qui nous est de plus en plus interdit sans autorisation ou permis quelconque.

Nous avons montré également que nous pouvions nous organiser, que des gens étaient disponibles à la mobilisation pour peu que l'organisation soit adéquate, que les objectifs soient partagés et qu'un certain nombre de personnes soient disposées à utiliser la désobéissance civile comme moyen d'action.



## **Instaurer une culture de l'action pour vaincre l'impuissance**

La désobéissance civile est une des diverses facettes d'une stratégie qui considère les actions publiques comme indispensables à l'existence d'un mouvement citoyen. Certains voient cependant la désobéissance civile comme une action de dernier recours après avoir épuisé tout l'arsenal de représentations, pétitions, manifestations et autres moyens traditionnels. Toutefois, depuis plusieurs années, à moins qu'elles ne mettent les dirigeants politiques dans l'embarras, ces sortes de pressions politiques visant à provoquer le changement de direction des dirigeants de la société ont perdu de leur

influence. (Non que les manifestations, grandes ou petites, restent inutiles; au contraire, elles exercent plusieurs rôles fondamentaux qu'il faut maintenir dans une société démocratique.) Ainsi, par exemple, malgré les manifestations monstres contre la guerre en Irak en 2003, dont une, la plus importante de toute l'histoire du Québec, a largement dépassé les 200 000 personnes (1), nos dirigeants et dirigeantes politiques sont demeurés profondément militaristes dans leurs attitudes et leurs décisions. Autrement dit, nos gouvernements et le battage idéologique des médias de masse par spécialistes militaires ou militaristes imposés ont réussi à gérer les pressions populaires de manière à éviter de faire des choix qui déplairaient trop aux grands pouvoirs économiques (2).

Sur à peu près tous les enjeux, les pressions populaires de type manifestation n'arrivent plus à elles seules à développer une sorte de contre-pouvoir qui pourrait bloquer, efficacement dans certains cas, les pires états de dégradation qui pèsent sur notre société et l'avenir de la planète. Les pouvoirs politique et économique se sont adaptés à travers de nouveaux moyens maniant « judicieusement » tout autant la répression juridique (ex : arrestations de masse) que l'enjeu démocratique (ex : comités ou commissions de consultation bidon) et l'idéologie du partenariat avec les grands mouvements sociaux (syndicats et autres) de manière à faire croire que les militants et militantes et leurs idées plus radicales n'ont rien à voir avec les problèmes de la population en général. Le discours politique joue un rôle important dans cette stratégie (3). Ces façons plus ou moins subtiles de manipuler le pouvoir politique et de bloquer toute possibilité d'avancer des solutions par la voie des institutions de cette démocratie représentative contribuent fortement à faire



**« Les pressions populaires de type manifestation n'arrivent plus à elles seules à développer une sorte de contre-pouvoir qui pourrait bloquer, efficacement dans certains cas, les pires états de dégradation qui pèsent sur notre société et l'avenir de la planète. »**

progresser le cynisme et le sentiment d'impuissance des citoyens et citoyennes à l'égard des pouvoirs publics. Cette logique de fond se fait sentir sur tous les petits et grands enjeux de société. Ainsi, par exemple, à l'égard de la crise financière mondiale qui frappe depuis plusieurs mois, les politiciens et politiciennes de toutes allégeances et les économistes se permettent encore de ne nous proposer qu'un seul discours et un seul objectif, soit la relance de la croissance par la consommation pour rétablir la « santé » de l'économie capitaliste, celle-là même qui provoque le désastre appréhendé.

Comment recréer ce pouvoir d'influence sur le politique par des moyens non violents si ce n'est en déstabilisant les pouvoirs en place pour les forcer à emprunter d'autres voies? La désobéissance civile m'apparaît aujourd'hui plus que jamais comme un instrument légitime d'action et hautement prioritaire si nous considérons l'urgence de la situation.

Alors pourquoi ne pas faire le pari ou l'hypothèse que la désobéissance civile soit tout en haut de la panoplie des moyens d'expression démocratique? Non seulement qu'elle en fasse partie mais pourquoi ne pas l'inscrire dès maintenant au cœur même de la stratégie d'intervention du Mouvement pour une décroissance conviviale? Je suis convaincu qu'une présence significative d'actions de désobéissance civile de la part du MQDC pourrait entamer petit à petit ce sentiment d'impuissance face aux pouvoirs politiques et économiques et agrandirait en même temps l'espace public pour les idées de la décroissance.

### **Un collectif dédié au sein du MQDC**

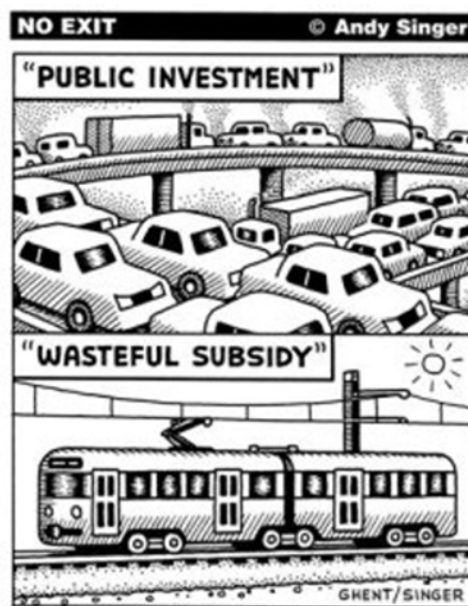
Je sais, toutes les militantes et tous les militants de la décroissance ne sont pas convaincus qu'il faille passer par le moyen de la

désobéissance civile pour secouer l'apathie de la société. Mais dans la mesure où tous et toutes acceptent qu'il s'agisse d'un moyen légitime alors ceux et celles qui sont prêts à passer à l'action sentiront qu'ils et elles ont le support moral nécessaire pour agir. Mon souhait serait qu'un petit groupe de cinq ou six personnes consacre son implication essentiellement à l'organisation d'actions de désobéissance civile à l'intérieur du MQDC. Il faut assurer une constance sur la place publique, ce qu'une seule action ne peut pas faire. Est-il possible de créer un noyau permanent qui organiserait ici et là des actions pour élargir l'audience et les objectifs du Mouvement, faire connaître le Mouvement et donner le goût à d'autres de nous rejoindre?

Un « programme » d'actions de désobéissance civile accompagnerait notre travail de réflexion (conférences, journal, etc.) déjà bien entamé depuis la création du Mouvement. Le troisième élément de cette stratégie générale du MQDC devrait être la promotion et le soutien à des projets présentés comme des alternatives en faveur d'une décroissance conviviale. Durant notre action du mois d'avril 2009, quelques banderoles réclamaient le transport en commun gratuit. Voilà un exemple de projet de décroissance dans le secteur des services publics. Nous pourrions attaquer une des causes majeures de pollution liée à la culture de l'automobile privée et toute l'industrie du transport privé, industrie phare du gaspillage des ressources. Imaginons tout de suite l'argument de la conversion de cette industrie. Plutôt que de construire des millions d'autos et d'instaurer une « prime à la casse » comme vient de le faire le gouvernement américain, ce seraient des autobus et des trains qui sortiraient des chaînes de montage.

Seulement à Montréal, des centaines de milliers d'usagers et d'usagères sont insatisfaits des temps d'attente trop longs, des autobus bloqués dans les bouchons de circulation, ne respectant pas les horaires, sans parler du coût direct du transport pour un service plus ou moins efficace, etc. Ils sont faciles à toucher ces gens et la situation déplorable du transport collectif recèle un potentiel de mobilisation intéressant si on

permet aux gens de partager une solution comme la gratuité. On peut s'étonner, et je m'en étonne moi-même, qu'aucune association de défense des usagers ne prône la gratuité à titre de service public et de moyen privilégié de lutte à la pollution. Le terrain militant est désert sur un enjeu aussi fondamental de l'aménagement urbain (4). Dans les années 1970, la connotation de service public a suffi pour enclencher un petit mouvement en faveur de la gratuité, ce qui a notamment mené aux tarifs réduits pour étudiants et personnes âgées. Aujourd'hui, il serait possible de faire d'une pierre deux coups. Miser sur l'insatisfaction pour donner à la gratuité du transport un attrait nouveau et jouer sur le conflit « automobile = pollution et nuisance » face au transport collectif et actif.



Pour arriver à convaincre les décideurs, il faut les forcer à considérer l'objectif de la gratuité comme allant de soi avec tous les arguments qu'il faut bien sûr. Mais la création d'un rapport de force, comme pour n'importe quel virage un tant soit peu radical, se posera comme élément indispensable pour réaliser un tel changement de paradigme. Et qui d'autre que les usagers actuels et futurs du transport collectif sont les mieux placés pour le provoquer? À ce titre, le MQDC pourrait

devenir l'instigateur et l'étincelle nécessaires pour provoquer le désarroi chez les tenants du statu quo.

Mais avant de pouvoir en arriver là nous devons surmonter un obstacle : faire reconnaître la désobéissance civile comme un moyen légitime – à défaut d'être légal – auprès du public. Car il est clair que les autorités publiques vont tenter de contrer par tous les moyens, entre autres le discrédit et l'utilisation de l'arsenal bureaucratique-juridique, des actions qui pourraient donner à l'action citoyenne un sentiment d'espoir plutôt que de continuer à engendrer l'impuissance civile.

## Conclusion

Aujourd'hui, tout ce qui sort du cadre normatif de concertation, de discussion et de partenariat tel que défini par les pouvoirs politiques est stigmatisé comme menaçant car «

cela remet en cause des bases fondamentales du statu quo politique, économique, écologique et culturel. La décroissance conviviale heurte de plein fouet ce statu quo. La désobéissance civile, comme moyen d'action privilégié, pourrait semer les germes d'un retour à la participation citoyenne nécessaire pour un changement social fondamental.

\* Marcel Sévigny a fait paraître au printemps dernier l'ouvrage *Et nous serions paresseux?* aux éditions Écosociété

(1) À l'échelle d'une grande ville comme Paris ou Londres une telle manifestation aurait été de l'ordre de 2 millions de personnes dans la rue.

(2) Dans le cas de l'Irak ou de l'Afghanistan l'industrie militaire fait ses choux gras de la manne qui lui est octroyée par nos gouvernements.

(3) Lors de la manifestation de solidarité organisée par Montréal-Nord Républik pour souligner le décès de Fredy Villanueva, tué par un policier, le maire de Montréal-Nord Marcel Parent sera, selon le quotidien *Le Devoir* « sur le terrain, toute la fin de semaine », a-t-il assuré [...]. Il semble pour sa part préoccupé par une tournure inattendue que les événements pourraient prendre ce week-end, attribuée à l'entrée en scène de « casseurs, perturbateurs [...] des gens de l'extérieur ». « Les gens de Montréal-Nord ne m'inquiètent pas. [Les organisateurs] ne veulent pas discréditer tout le travail qu'ils ont fait dans leur journée par des actes de violence ou de vandalisme. Mais s'il y a des gens de l'extérieur de Montréal-Nord qui veulent s'intégrer au mouvement... je suis prudent ». *Le Devoir*, Édition 8-9 août 2009. Voilà un exemple récent du discours politicien qui cherche à associer violence et contestation radicale avec des gens qui seraient étrangers au milieu et aux problèmes collectifs.

(4) Richard Bergeron, chef du parti Projet Montréal, parti le plus progressiste en matière de transport, ne croit pas à la gratuité. Voir dans la revue *Relations*, mars 2009, pages 30 et 31.



Pour voir un vidéo de l'action, on peut aller sur YouTube sous le titre « action décroissance conviviale jour de la Terre Montréal », à l'adresse <http://www.youtube.com/watch?v=D6GvcDsVJBA>

## La décroissance dans les médias

Contrairement à la France, le concept de la décroissance est encore une notion plutôt marginale au Québec et au Canada. N'empêche, petit à petit le mot commence à faire son nid et à résonner dans la bouche de plusieurs observateurs, analystes et militants.

Sur la scène canadienne, on remarquera entre autres le dossier consacré à la décroissance dans la parution de septembre/octobre 2009 du célèbre magazine *Adbusters*, un des fers de lance de la critique du productivisme et du consumérisme.

Au Québec, bien que généralement confiné aux médias alternatifs, le terme commence à percer les grands médias. Dans son édition des 17 et 18 octobre derniers, dans un cahier spécial environnement sous le titre « produire et consommer autrement », le quotidien *Le Devoir* en a fait mention par l'entremise de trois intervenants. L'un deux, Claude Cossette, professeur titulaire en publicité sociale à l'Université Laval, mentionnait à propos de la décroissance que bien que n'étant pas un discours très populaire « il va bien falloir se mettre à l'entendre ». Il ne pouvait pas mieux dire...!

# L'ENVERS DE LA BOURSE DU CARBONE

Par David Murray\*

La conférence internationale sur le climat qui se tiendra à Copenhague approche. Plus d'un prévoit que cette rencontre de haut niveau, censée jeter les bases des suites à donner au Protocole de Kyoto, sera un échec. De fait, même au sein des pays qui semblent réceptifs au dialogue dans la lutte aux changements climatiques, les mesures significatives en la matière se font toujours attendre. Et cela est d'autant plus vrai chez nous, au Canada.

## Taxer pour endiguer le réchauffement

Jusqu'à présent, malgré les engagements colossaux requis pour endiguer le réchauffement en deçà des 2 degrés, il n'y a que deux tendances qui semblent avoir la cote auprès des décideurs publics : les éco-taxes sous la forme d'une taxe sur le carbone et la mise en place de bourses du carbone. Ce sont d'ailleurs les principaux mécanismes mis de l'avant par le protocole de Kyoto. Plusieurs doutent de l'efficacité de telles mesures.

Concernant la taxe sur le carbone, reconnaissons d'entrée de jeu que celle-ci a le mérite de reconnaître le principe du pollueur-payeur. L'argent généré par son application pourrait permettre de financer certaines initiatives porteuses en matière de développement des énergies renouvelables et d'implantation de mesures d'efficacité énergétique. La taxe sur le carbone permettrait d'offrir des crédits d'impôts aux entreprises qui auraient consenti les efforts nécessaires en matière de reconversion énergétique. Par contre, une telle taxe, dans les faits, ne poserait pas nécessairement de frein à la pollution. Puisqu'une entreprise qui en aurait les moyens pourrait

continuer de polluer en s'acquittant de la taxe tant et aussi longtemps que celle-ci n'atteindrait pas un niveau prohibitif.

Comme le rapport de force actuel semble jouer en faveur de gros intérêts privés, il y a fort à parier que les niveaux de taxation sur le carbone seront plutôt timides. Avec une taxe avoisinant les 17 euros la tonne en Europe, cela résulte en une augmentation plutôt minime, par exemple, du prix de l'essence. Le député Yves Cochet regrette ainsi que cette augmentation soit plus basse « que les fluctuations trimestrielles des prix du marché de l'essence ». Pour lui, le signal prix sera ainsi nettement inefficace. Aussi, malgré les diverses compensations prévues pour les ménages à faible revenu et les secteurs d'activités qui consomment beaucoup d'énergie comme l'agriculture, la pêche et le transport, les diverses taxes sur le carbone proposées jusqu'ici ne prévoient pas de progressivité, le prix initial s'appliquant sans distinction de statut à tous les particuliers et entreprises.

**« Parce que la poursuite de la croissance matérielle est pour l'oligarchie le seul moyen de faire accepter aux sociétés des inégalités extrêmes sans remettre en cause celles-ci. La croissance crée en effet un surplus de richesses apparentes qui permet de lubrifier le système sans modifier la structure. »**

- Hervé Kempf La France a déjà annoncé son intention d'instaurer une telle taxe pour 2010. Si elle

est accueillie comme un premier pas chez les uns, elle est considérée comme étant une mesure nettement insuffisante chez les autres.

## Une bourse pour les affairistes du climat

L'autre avenue importante préconisée par les instances publiques et les milieux d'affaires pour faire face aux changements climatiques est la mise sur pied de bourses du carbone. Voilà une initiative faite sur mesure pour les partisans du libre marché et qui devrait faire le bonheur des milieux d'affaires.

En quoi cela consiste-t-il exactement? Comme son nom l'indique, il s'agit d'une bourse, un marché dans lequel on retrouve des vendeurs, des acheteurs et des intermédiaires. Sauf qu'au lieu d'y négocier des actions d'entreprises, on s'y échange des droits et des crédits d'émission de carbone (CO2). Le cadre est généralement celui-ci : les gouvernements qui implantent une telle bourse imposent des quotas d'émission de carbone à respecter. Les entreprises qui ne respectent pas ces quotas peuvent alors acheter des droits de polluer aux entreprises qui possèdent des crédits d'émission à vendre. Les défenseurs d'un tel mécanisme affirment que cela aura pour effet de récompenser les « bons » élèves et de pénaliser les « mauvais ». Voilà pour la théorie.

### Une solution empoisonnée?

Dans les faits, par contre, lorsqu'on y regarde de près, on réalise que nous avons possiblement affaire à une solution empoisonnée. Comme nous l'avons déjà évoqué, les bourses du carbone sont conçues sur mesure pour les affairistes. Comme le souligne le journaliste au Rolling Stone, Matt Taibi, une telle bourse « est simplement une taxe sur le carbone, structurée pour que des intérêts privés ramassent les revenus, au lieu simplement d'imposer un montant de taxe fixe sur la pollution au carbone et d'obliger les producteurs d'énergie polluante à payer pour la destruction qu'ils produisent ». Le mécanisme même de ces bourses est configuré afin de faire fructifier les placements. Comme les gouvernements prévoient de resserrer les quotas avec le temps, donc de limiter les possibilités de pollution, un phénomène de rareté se produira dans lequel les droits de polluer se feront de plus en plus rares, faisant ainsi le bonheur des boursicoteurs. Et qui paiera en bout de ligne cette hausse du coût des permis? Afin de ne pas rogner sur les profits des entreprises, il arrive souvent que celles-ci compensent une hausse de taxe par une augmentation du prix du produit pour le

consommateur. On peut donc parier sur le fait que celui-ci sera le grand perdant de ce marchandage boursier. Comme le soulignait André Bouthillier dans L'aut'journal sur le web : « Ainsi nous, les consommateurs, contribuerons au remboursement du permis et paierons les profits engrangés par les firmes de fonds spéculatifs, lesquelles se feront la course à la "bourse du carbone" pour faire monter les enchères et s'enrichir ».

Bien que certaines bourses aient eu des effets positifs, comme celles sur les NOx et les SOx découlant du protocole de Montréal qui ont permis une réduction des pluies acides, certains doutent cependant qu'une bourse du carbone puisse avoir des effets significatifs pour limiter la

pollution puisqu'on peut toujours y acheter les crédits de quelqu'un d'autre. Un inconvénient, comme l'explique la doctorante en socio-anthropologie Mathilde Szuba, pour qui « les personnes polluantes ne seraient pas obligées de changer leur mode de vie tant qu'elles auraient les moyens de se payer des unités de carbone supplémentaires aux dépens des plus pauvres ». Tant qu'une entreprise a les moyens de payer, elle peut donc toujours continuer à polluer. Et comme le soulignait Ugo Gilbert Tremblay sur les pages du site web Presse-toi à gauche!, avec les quotas on rend légal

un certain degré de pollution. Et comme la bourse du carbone ne concerne que le CO2, on laisse aussi au passage plusieurs autres substances polluantes. Donc, pas d'incitatifs avec la bourse du carbone pour revoir certaines méthodes de production qui génèrent d'autres formes de pollution.

On peut donc se demander si une telle bourse constituera un réel incitatif pour revoir les méthodes de production et si les « bons » élèves



seront réellement récompensés comme il se doit. Même que chez certains secteurs directement visés par les mesures de réduction des gaz à effet de serre comme le gaz naturel on se questionne sur l'efficacité et l'équité d'un tel mécanisme. Comme le soulignait en 2008 le président de l'Association canadienne du gaz, Michael Clelane :

« Je rejette l'idée qu'une bourse soit plus équitable que la taxe. Au contraire, si vous avez amélioré votre efficacité dans le passé, alors vous consommez moins d'énergie, alors vous serez moins soumis à une éventuelle taxe ».

**« Il est faux de penser que l'idée de décroissance nie la notion de progrès. Elle condamne le mythe du progrès, ce qui est bien différent. »**

**- Jean-Claude Besson-Girard**

L'instauration d'une bourse du carbone suppose également qu'on puisse évaluer monétairement le coût de la pollution et corriger ce qu'on appelle les externalités négatives, à savoir ces coûts - sociaux et environnementaux - qui ne sont pas comptabilisés dans l'échange marchand traditionnel. Bien que difficilement quantifiable, le prix du marché apparaît néanmoins nettement en deçà de ce qui pourrait s'approcher de son réel coût, comme l'a fait remarquer Mathilde Szuba qui souligne que sur le marché européen, en à peine quatre ans d'existence, le cours de la tonne de CO<sub>2</sub> a chuté par deux fois.

Finalement, c'est aussi la logique même qui sous-tend la bourse du carbone qui amène à croire qu'elle ne constitue pas une réponse appropriée au défi climatique. La bourse du carbone relève de cette logique du tout-marché, qui soutient que tout doit passer par le marché et le jeu de l'offre et de la demande sous les auspices de la « main invisible », qui est présentée par plusieurs économistes comme la seule mesure régulatrice des échanges économiques et qui fait de la marchandisation du monde son leitmotiv. Cette logique a démontré plus d'une fois, au cours des trente dernières années, ses effets néfastes.

## Tout droit devant!

Malgré tout, on semble vouloir aller de l'avant, coûte que coûte avec la bourse du carbone. Plusieurs États européens en sont munis. Le Québec n'y fait pas exception, l'Assemblée nationale ayant adopté à l'unanimité la loi 42 qui a mis sur pied une bourse du carbone, en vigueur depuis mai 2009. Bien que pour l'instant les échanges y soient plutôt modestes, les perspectives sont plutôt alléchantes pour quiconque entend y faire des affaires. Toujours selon Matt Taibi, « l'avenir des banques d'affaires repose sur les crédits de carbone. Il s'agit d'un marché dans les trillions de dollars qui existe à peine présentement mais qui existera si le Parti démocrate états-unien, qui a reçu 4 452 585 \$ des lobbys pro-bourse du carbone durant la dernière élection, parvient à faire naître une nouvelle bulle spéculative de matière première, déguisée en programme environnemental nommé "échange de crédit de carbone" ».

## Une pression de haut niveau

Les pressions sont donc fortes sur les élus. Beaucoup d'argent est investi pour vendre les bienfaits de l'instauration d'une bourse du carbone. Les appuis en faveur de cette bourse viennent aussi de plusieurs environnementalistes et personnalités, que ce soit Steven Guilbeault au Québec, Nicolas Hulot en France, ou Al Gore aux États-Unis.

**« L'utopie ne consiste pas, aujourd'hui à préconiser le bien-être par la décroissance et la subversion de l'actuel mode de vie ; l'utopie consiste à croire que la croissance de la production sociale peut encore apporter le mieux-être, et qu'elle est matériellement possible. »**

**- André Gorz**

On se souviendra d'ailleurs comment l'ancien aspirant à la Maison-Blanche avait été reçu par La Presse pour parler de lutte aux changements climatiques. Ce type de conférence que donne Gore, moyennant un cachet entre 100 000 et 175 000 \$, lui a permis, avec les profits ainsi générés, de fonder, avec trois anciens hauts dirigeants de la banque d'affaires Goldman Sachs, la société General Investment Management. L'objectif de la société? Investir dans les crédits de carbone...

## Courrier des lecteurs

Bonjour à vous tous qui ont participé à ce premier numéro du journal L'Objecteur de croissance. J'aimerais vous dire que c'est vraiment du beau travail, j'ai lu les 8 premières pages et la bande dessinée et vraiment, c'est un bon début. Les textes sont précis et professionnels.

J'aimerais ça dire quelque chose par rapport à la décroissance. Je crois que le terme est quelque peu douteux. De la part d'un néophyte, le mot décroissance peut vouloir dire un ralentissement continu des activités économiques jusqu'à une presque stagnation et un quasi retour au barbarisme et au troc entre individus. Ici on a vraiment l'extrême. Oui, je le sais, le mot décroissance représente le ralentissement de la SURcroissance économique, donc de la surconsommation, mais le terme peut avoir l'air trompeur sur le coup. Je trouve qu'il n'est pas assez neutre. Moi je dirais plutôt Acroissance, comme le dit David Murray dans son texte. Je pense que si on veut attirer les gens sur ce qui se

**Vous voulez nous faire part de vos commentaires?**  
**Vous voulez réagir à un article?**  
**Vous voulez lancer un débat?**  
**Vous voulez répondre à un commentaire?**  
**Vous pouvez le faire en écrivant à [journalmqdc@gmail.com](mailto:journalmqdc@gmail.com)**

passer vraiment et les ouvrir au concept, il faut être gentil avec eux. Il faut apprivoiser ces êtres individualistes égoïstes en manque et en constante recherche de pouvoir (matériel dans la situation actuelle). Ces bêtes sont aveugles et n'ont aucun intérêt à partager un peu avec les gens qui habitent à l'autre bout de la planète ou dans la rue près de chez eux (je dit ça mais moi-même je ne donne jamais d'argent aux quêteux).

Merci  
 Maxime Gagnon

Il est difficile d'entrevoir à court terme un infléchissement de l'appui envers la mise en place d'un tel système boursier. En comprendre les rouages pourrait cependant être un premier pas pour quiconque veut appréhender les réels effets escomptés de ce type de mesure.

Alors, la bourse du carbone : un outil efficace pour juguler les effets des changements climatiques? Rien n'est moins sûr. Même que, si l'on s'en remet à l'opinion qu'en émettait l'éminent climatologue James Lovelock dans un entretien accordé au New Scientist rapporté par le site Alternet, ça ne changera absolument rien à notre objectif de limiter la prolifération des gaz à effet de serre. Voilà de quoi nous faire méditer...

\* L'auteur anime entre autres Les rejetons de Gérard Lambert sur les ondes de CISM, 89,3FM.

(1) [http://unfccc.int/portal\\_francoophone/items/3072.php](http://unfccc.int/portal_francoophone/items/3072.php).

(2) Marielle Court, « la taxe carbone : la progressivité, gage d'efficacité », Le Figaro, 11 septembre 2009. [http://www.lefigaro.fr/vert/2009/09/11/01023-](http://www.lefigaro.fr/vert/2009/09/11/01023-20090911ARTFIG00341-taxe-carbone-la-progressivite-gage-d-)

[20090911ARTFIG00341-taxe-carbone-la-progressivite-gage-d-](http://www.lefigaro.fr/vert/2009/09/11/01023-20090911ARTFIG00341-taxe-carbone-la-progressivite-gage-d-)

[efficacite-.php](#)

(3) André Bouthillier, « La solution empoisonnée de la bourse du carbone », L'Aut'journal, 31 août 2009. <http://www.lautjournal.info/default.aspx?page=3&NewsId=1715>

(4) Idem.

(5) La carte carbone : « poser une limite à la consommation d'énergie », Le Télégramme.com, 2 août 2009. <http://ensemble.blogs.letelegramme.com/archive/2009/08/02/la-carte-carbone-poser-une-limite-a-la-consommation-d-energi.html>

(6) Ugo Gilbert Tremblay, « La bourse du carbone ou le nouveau terrain de jeu des maîtres du monde », Presse-toi à gauche!, 6 août 2008. <http://www.pressegauche.org/spip.php?article2346>

(7) Bouthillier, idem.

(8) Idem.

(9) Alexander Zaitchik, « The dark side of climate change : it's already too late, cap and trade is a scam, and only the few will survive », Alternet, 7 juillet 2009. [http://www.alternet.org/environment/141081/the\\_dark\\_side\\_of\\_climate\\_change:\\_it%27s\\_already\\_too\\_late,\\_cap\\_and\\_trade\\_is\\_a\\_scam,\\_and\\_only\\_the\\_few\\_will\\_survive/](http://www.alternet.org/environment/141081/the_dark_side_of_climate_change:_it%27s_already_too_late,_cap_and_trade_is_a_scam,_and_only_the_few_will_survive/)

## Des comités décroissants à investir

Le MQDC entend se construire avec les idées et les actions de ses sympathisants. Car c'est collectivement que nous parviendrons à bouleverser les idées reçues pour mieux nous faire entendre.

Plusieurs comités existants cherchent à se renforcer pour diffuser les idées décroissantes. Outre le journal que vous tenez dans les mains (voir encart...), le MQDC est composé des comités suivants :

Le comité « recherche » travaille à l'avancée de la réflexion théorique sur la décroissance, notamment par l'organisation de colloques et de conférences. Il contribue également à alimenter le journal et à animer les futures soirées thématiques. Pour plus d'information, contacter [herve.philippe@umontreal.ca](mailto:herve.philippe@umontreal.ca)

Le comité « projection » organise une projection

à l'Escalier tous les premiers lundis de chaque mois. Les projections sont suivies de débat pour éclaircir certains points et faire avancer la réflexion sur la décroissance. Pour plus d'information et/ou pour nous aider, contacter [nicolasottenheimer@riseup.net](mailto:nicolasottenheimer@riseup.net).

Le comité « site web » est à la recherche d'un logo et d'une bannière de présentation du mouvement qui seront placés sur le site et imprimés sur les documents du mouvement. Des graphistes et toutes personnes compétentes peuvent nous aider à développer au mieux notre plateforme. Pour nous aider, contacter [brochierleo@yahoo.ca](mailto:brochierleo@yahoo.ca).

D'autres comités ont besoin de renforts : repas communautaire ([miragruszow@gmail.com](mailto:miragruszow@gmail.com)), action directe, vigile médiatique, recrutement, kiosques et conférences. Pour toute contribution à l'un de ces comités ou pour proposer une activité qui vous tient à cœur, veuillez contacter [communication@decroissance.qc.ca](mailto:communication@decroissance.qc.ca).

« Seule l'action libère », disait René Char!

Procurez-vous l'ouvrage collectif sous la direction de Serge Mongeau, *Objecteurs de croissance*, paru aux éditions Écosociété.



## Appel à participer au journal

Chers amis lecteurs et lectrices, vous tenez entre vos mains la deuxième édition de L'Objecteur de croissance, le journal du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale. Son accouchement ne s'est toutefois pas fait sans quelques détours! D'ailleurs, toujours en construction, celui-ci fera l'objet d'une refonte pour les futures parutions. Ceci se veut donc un appel pour ceux et celles qui voudraient s'investir dans ce projet.

Nous souhaitons assurer une plus grande régularité dans la parution du journal afin que puissent se propager davantage les idées de la décroissance au Québec. Que ce soit pour en expliquer les enjeux ou pour vous faire partager des initiatives qui nous permettent d'entrevoir le monde tel que nous l'envisageons. Pour ce faire, nous avons besoin de bras et de têtes! Que ce soit pour la sélection d'articles, la rédaction, la relecture, la mise en page ou la diffusion, votre apport sera plus que bienvenu. Nous lançons aussi un appel spécial aux dessinateurs, caricaturistes et autres graphistes qui désireraient partager leur art.

Donc, si vous avez envie de vous investir et de participer à la nouvelle mouture du journal, nous vous invitons à communiquer avec nous. Vous pouvez le faire en écrivant à [journalmqdc@gmail.com](mailto:journalmqdc@gmail.com). Dans le prochain numéro, peut-on réduire la décroissance à un simple mouvement écologiste?

Décroissement vôtre!